Études internationales



The Global Financial Crisis. What Have We Learnt?, Steven KATES (dir.), 2011, Northampton (ma), Edward Elgar Publishing, 245 p.

Jabeur Fathally

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1021139ar DOI : https://doi.org/10.7202/1021139ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé) 1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Fathally, J. (2013). Compte rendu de [*The Global Financial Crisis. What Have We Learnt?*, Steven Kates (dir.), 2011, Northampton (ma), Edward Elgar Publishing, 245 p.] *Études internationales*, 44(3), 488–490. https://doi.org/10.7202/1021139ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



la mise en pratique de ces décisions s'est faite sans problème (chapitres 7 et 8). Si l'aspiration à l'indépendance du Groenland bouscule certainement déjà les dynamiques géopolitiques dans la région et le fera décisivement en cas d'aboutissement, les délimitations que ces États nordiques ont établies peuvent très bien perdurer (p. 419-421). Avec le Canada, cependant, de nouveaux différends peuvent s'ajouter à ceux qui existent déjà (chapitre 10).

L'ouvrage a le mérite de mettre en évidence des faits – l'existence, l'importance et les limites des règles du jeu juridiques – face aux scénarios et approximations que provoque chez les non-spécialistes le débat sur l'Arctique. L'auteur présente sa collection - exhaustive - de faits de manière systématique et clairement structurée. Alors qu'il insiste sur le caractère « au cas par cas » des questions de délimitation, il souhaite en conclusion que les États arctiques s'inspirent de la résolution des différends entre la Norvège et la Russie. Tenant compte du fait que chaque cas est unique, il ne donne cependant pas de réponse claire à la question de savoir quels procédés et modes de résolution seraient les plus prometteurs. Une entrée en matière au style plus accessible faciliterait certes la compréhension par les nonspécialistes de ce qu'est une frontière maritime. De plus, dans la première partie, l'exhaustivité l'emporte parfois sur la pertinence pour les affaires arctiques. Néanmoins, il s'agit en somme d'une véritable base de données pour toute personne intéressée par les affaires arctiques.

> Niels LACHMANN Euro-politics Université du Danemark du Sud Odense

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

The Global Financial Crisis. What Have We Learnt?

Steven KATES (dir.), 2011, Northampton (MA), Edward Elgar Publishing, 245 p.

Ainsi que l'explique l'économiste Steven Kates dans son introduction, cet ouvrage collectif se veut une tentative d'explication de la crise financière mondiale de 2008-2009 et, surtout, une contribution qui offre des réponses sérieuses et profondes aux causes et aux effets de cette crise. À cette fin, les 16 économistes qui ont contribué à l'ouvrage ont essayé, chacun à sa manière et selon son affiliation aux écoles d'économie politique, de répondre aux questions suivantes :

1) Quelle est l'origine de la crise financière ? 2) Quelles sont les mesures économiques prises par les États et qui ont permis soit de stabiliser la situation économique soit, au contraire, de l'aggraver ? 3) Quelles sont les mesures que les décideurs politiques et économiques doivent prendre afin de relancer la croissance économique ? 4) Quelles sont les leçons à tirer de cette crise ?

Dans la masse de données et d'analyses que ces économistes nous offrent, il nous est possible de retenir trois idées maîtresses, qui offrent une trame aux différents chapitres de l'ouvrage.

La première se résume à l'incapacité, voire l'échec, de l'approche macroéconomique keynésienne classique à expliquer la crise financière mondiale de 2008. Cette approche – ou ce « *standard model* » selon l'expression de Steven Kates –, basée sur COMPTES RENDUS 489

l'interdépendance entre l'emploi et les dépenses et entre l'offre globale et la demande globale, fut la cible de toutes les critiques, y compris de celles des néokeynésiens (J. E. King, K. Steven, T. Congdon, P. J. Boettek, D. Smith et N. A. Snow).

La deuxième idée relève de l'importance accordée à l'approche du néokeynésien Hyman Minsky, et qui a été largement analysée par les différents auteurs de l'ouvrage. Selon Minsky, en favorisant la spéculation, le système capitaliste a tendance à prendre des risques très élevés et à se retrouver dans des crises majeures, d'où la nécessité d'une régulation financière pour pallier cet état d'instabilité chronique.

La troisième idée se manifeste dans l'accord, presque unanime, des auteurs sur le fait que la crise financière de 2008-2009 trouve son origine directe – je dis bien directe – dans l'effondrement du marché des prêts hypothécaires à risque (subprimes) aux États-Unis. Cet effondrement a déclenché la dévaluation massive des titres garantis par ces créances hypothécaires, provoquant ainsi une crise immobilière sans précédent, marquée par l'augmentation vertigineuse des reprises immobilières et, du même coup, par le surplus de propriétés à vendre.

Toutefois, les auteurs ayant collaboré à cet ouvrage ont eu des avis différents quant aux véritables origines de cette crise. Pour certains, il s'agit de la mauvaise gestion par les banques commerciales et les compagnies d'assurances, alors que pour d'autres la première responsabilité incombe aux gouvernements et aux banques centrales et non aux banques commerciales privées (Tim Congdon) puisque, selon ces derniers, punir les banques privées équivaudrait à punir tous les contribuables. D'autres experts ont, quant à eux, blâmé le manque de volonté des pouvoirs politiques à réguler certains aspects de l'activité financière. Pour les économistes affiliés à l'analyse économique marxiste, la crise financière n'est que la conséquence logique du système capitaliste gouverné par la domination économique et par la lutte des classes. Il s'agit, pour eux, d'un système en état d'instabilité chronique que la multiplication des cycles de crise ne parvient pas (et ne parviendra pas) à réguler.

Cet ouvrage, œuvre de nombreux économistes chevronnés, n'est cependant pas à l'abri de toute critique. Ainsi, il est regrettable que les auteurs aient limité leur analyse à l'aspect purement économique de la crise financière de 2008, ignorant ses ramifications juridiques, politiques, sociologiques et psychologiques. C'est, à notre sens, la grande faiblesse de cet ouvrage collectif qui a pour titre « les leçons à tirer de la crise financière globale ». L'éditeur aurait dû (afin d'être fidèle au titre de l'ouvrage) adopter la démarche des Canadiens Paul Shrivastra et Matt Statler qui, dans leur ouvrage Learning from the Global Financial Crisis: Sustainably, Reliably, Creatively, ont eu recours à l'expertise de spécialistes venant de champs autres que ceux de la finance et de l'économie pour analyser ladite crise et comprendre ses différentes causes et conséquences.

L'autre faiblesse de cet ouvrage est l'absence totale de toute référence à des théories d'économie politique plus contemporaines, comme la théorie de l'économie comportementale développée dans les années 2000 par le Prix Nobel Daniel Kahneman ou la nouvelle branche d'analyse économique appelée la « neuroéconomie » ou « neurofinance ». La critique de la théorie keynésienne et l'analyse de celle d'Hyman Minsky ont occupé toute la place consacrée aux analyses dans les différents chapitres du livre.

Néamoins, par son langage technique savant, l'ouvrage *The Global Financial Crisis. What Have We Learnt?* nous semble incontournable pour tous les experts et les étudiants en économie, puisqu'il leur offre des analyses aussi bien théoriques qu'empiriques (statistiques et autres) sur la crise financière de 2008, dont les effets ne se sont pas encore dissipés. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler la dernière crise budgétaire aux États-Unis.

Jabeur FATHALLY Faculté de droit Université d'Ottawa

The US-China Trade Dispute. Facts, Figures and Myths

Imad MOOSA, 2012, Northampton (MA), Edward Elgar Publishing, 305 p.

La réflexion que le professeur de finance du Royal Melbourne Institute of Technology Imad Moosa développe au fil de ce livre part du constat que les politiciens américains ne manquent pas une occasion d'accuser la Chine de manipuler sa devise, le yuan. La sous-évaluation du yuan serait le résultat d'une pratique volontaire et agressive de la part des autorités chinoises pour mieux positionner leur pays au sein du commerce mondial. Moosa accuse les économistes américains de

droite de fournir des études biaisées, idéologiques et insuffisamment basées sur les faits et l'observation rigoureuse de la dynamique commerciale existant entre la Chine et les États-Unis. Le livre vise donc à pourfendre cette vision sur les politiques économiques chinoises en s'attaquant à ce que son auteur percoit comme étant des mythes et qui méritent d'être confrontés aux faits à l'aide d'indicateurs crédibles. Il convient de souligner d'emblée que ce livre diffère du paradigme dominant en économie, et tout particulièrement en politique commerciale. L'attaque de Moosa contre les travaux de think tanks américains, dont l'influent Peterson Institute for International Economics basé à Washington, vise une remise en question de leur argument d'autorité, basé justement sur ce paradigme dominant.

Ouels sont, selon Moosa, les mythes véhiculés au sujet de la Chine et qui sont à l'origine de l'élaboration de ce livre? Ils sont nombreux. Outre la manipulation volontaire de leur devise. les Chinois seraient accusés d'accumuler des réserves de manière excessive, d'engranger trop d'économies et de dépenser insuffisamment, de violer les règles du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de causer des déséquilibres économiques mondiaux. À cela s'ajoute le reproche de nuire à l'économie mondiale en favorisant un développement de l'économie chinoise stimulé par l'exportation et de contribuer à causer une crise financière mondiale. De plus, il serait reproché aux politiques chinoises d'engendrer une augmentation des prix du pétrole et de procéder à l'achat massif d'entreprises mondiales. Ce comportement causerait un préjudice majeur à l'économie